

CARGO MARINE

2014 – n°5



ENJEUX ET DÉFIS DE LA STRATÉGIE NAVALE SUD-CORÉENNE



© U.S. Navy

Alban Girard

Master Sécurité Internationale
Sciences Po Paris



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
1. Le tropisme maritime de l'économie sud-coréenne	5
1.1 La force de ses infrastructures en fait une puissance de commerce maritime	5
1.2 Un positionnement intéressant sur le marché de l'armement.....	7
2. L'entrechoc des nationalismes	9
2.1 L'Asie : crispations nationalistes et militarisation.....	10
2.2 La Corée du Nord, priorité sécuritaire	11
3. L'équilibre entre défense côtière et protection hauturière d'intérêts plus large	13
3.1 La conceptualisation d'une « Corée globale »	13
3.2 Le développement accéléré d'une Marine hauturière	14
3.3 Un équilibre nécessaire, mais délicat	15
4. La Marine coréenne, levier diplomatique	15
4.1 La projection de puissance de la marine coréenne se fait en deux volets : lutte contre la piraterie et opérations de maintien de la paix	16
4.2 Se protéger de l'écrasante influence de la Chine	17
4.3 Concurrencer le Japon	18
4.4 Se démarquer des États-Unis ?	19
Conclusion	21



Introduction

Jeudi 20 janvier 2011, il est cinq heures du matin. Au large des eaux somaliennes, le *Samho Jewelry*, un cargo de 11 500 tonnes, et son équipage, huit Coréens, onze Birmans et deux Indonésiens, sont aux mains des pirates. Face à eux, le *Choi Young*, un destroyer coréen de 4 500 tonnes, son hélicoptère *Lynx*, ses trente *Navy Seals* surentraînés. À Séoul, au cœur de l'édifice présidentiel qu'on appelle ici la Maison Bleue, le président Lee Myung Bak donne le feu vert à une opération de sauvetage. À la lueur de l'aube naissante, l'attaque débute. Le commando aborde le navire, se déploie et progresse, compartiment par compartiment, pendant plus de cinq heures. Les pirates sont isolés, submergés, dépassés ; quatre sont tués ; le reste se rend. Quelques jours plus tôt, quatre autres avaient été abattus par le *Lynx*. L'équipage est libéré, les captifs sont ramenés à Séoul pour être jugés, et aucune perte n'est à déplorer côté coréen. Le pays s'enorgueillit du succès de cette action d'éclat, qui constitue la première opération militaire de sa marine dans des eaux internationales et inaugure sous des auspices favorables l'action anti-piraterie de la flotte du Matin Calme.

Traditionnellement défensive, la Marine coréenne progresse, en qualité comme en quantité. L'évolution de son ambition est claire. Le site officiel de la marine coréenne proclame "Vers la mer, vers le monde !"¹, devise révélatrice de l'ambition de Séoul.

Mais le cas coréen n'est pas qu'intéressant pour ce qu'il est *stricto sensu* : c'est l'un des prismes à travers lesquels l'Asie, cette aire de tensions, doit être étudiée si l'on veut espérer la comprendre.

Le cas coréen permet en effet de mettre en lumière le réagencement des rapports de force et les futures relations interétatiques qui s'esquissent dans les aires maritimes de l'Asie orientale. Si elle affichait jusqu'aux années 2000 la rhétorique d'un développement « harmonieux », la Chine ne laisse pas d'inquiéter, à la fois par le développement de son appareil militaire et par la tonalité plus affirmative de sa position dans les contentieux territoriaux qui l'opposent à ses voisins – double évolution dans laquelle certains analystes voient un bellicisme larvé. La Chine reste pourtant l'un des principaux partenaires économiques de tous les états d'Asie de l'Est, qui n'ont pas d'autre choix que de collaborer avec elle. Les États-Unis sont un contrepoids à cette influence chinoise, mais la position et le rôle que le stabilisateur américain est amené à jouer en Asie sont ambigus car en cours de redéfinition. En outre, si Washington reste un partenaire économique et militaire incontournable pour la Corée du Sud et le Japon, ces deux derniers voient cependant l'influence de leur allié décroître et cherchent à développer leur appareil militaire, en particulier au niveau naval.

De fait, en Asie-Pacifique, plaque tournante du commerce mondial, les tensions prennent la mer. L'étroite imbrication des économies asiatiques semble à cet égard dénuée d'effet modérateur, et n'évite pas l'entrechoc des nationalismes, entre crispations et replis identitaires. En l'absence de structure multilatérale de médiation et avec de nombreuses sources latentes de conflits, les États asiatiques développent certes leurs marines pour se protéger les uns des autres mais aussi parce que leurs responsabilités s'accroissent et qu'ils ont désormais besoin de forces navales à même de défendre les lignes de commerce maritime dont ils sont dépendants.

La Corée du Sud ne fait pas exception. Sa croissance phénoménale a été étudiée de près par nombre d'experts en sciences politiques et d'économistes, tant en termes de démocratisation que de modèle de

¹ "To the sea, to the world !"



développement économique. A contrario, moins d'analyses se sont penchées sur le lien étroit entre sa croissance économique et sa posture diplomatique. Une prospérité soudaine entraîne pourtant, dans le cas de la Corée du Sud, un bouleversement de son rapport au monde, modifiant son rôle dans les relations internationales ; de nouveaux moyens de mener sa politique étrangère vont de pair avec ses intérêts géostratégiques évolutifs. Sa marine est à cet égard un levier politico-militaire de premier plan. Car pour la Corée du Sud, la mer est porteuse d'espoir, indispensable outil de prospérité, vecteur de développement et de projection de puissance. On constate l'amorce d'un nouveau tropisme maritime, ce qui signifie, d'après la formule de Christian Buchet, « *une dynamique de contacts, d'ouverture et de prise de risques* ».²

Centrer une réflexion stratégique sur la Corée du Sud permet donc d'appréhender les trois grands axes de la maritimisation des frictions régionales : les défis de l'exploitation des ressources, les enjeux de la sécurisation des passages et surtout les implications maritimes des disputes terrestres dans cette configuration géostratégique mouvante. Au-delà des déclarations d'intention, que vaut réellement sa marine, elle qui n'a jamais pris part à un conflit de très haute intensité ? Peut-elle être prisonnière d'une escalade militaire régionale ? Au niveau diplomatique enfin, prise dans un véritable triangle relationnel entre Pékin et Washington, la Corée du Sud prétend s'éloigner de la double domination sino-américaine. En est-elle capable ?

De manière très synthétique, puisque son économie dépend de la mer, et que ses voisins s'arment, la Corée du Sud développe sa Marine, ce qui fait évoluer sa diplomatie. Elle définit à cet effet quatre grands axes : projeter sa puissance, se garder de l'influence grandissante de la Chine, concurrencer le Japon et se démarquer des États-Unis tout en maintenant cette alliance historique.

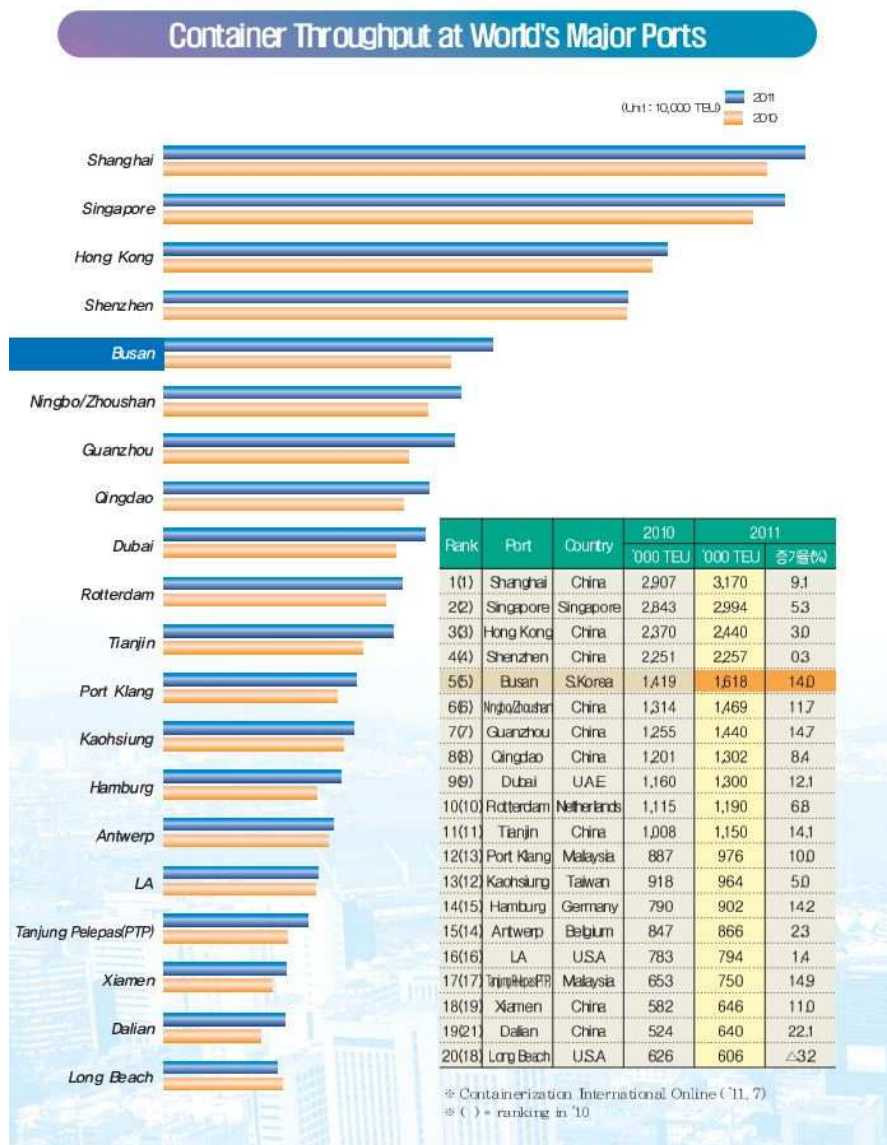
1. Le tropisme maritime de l'économie sud-coréenne

Depuis les années 1970, le décollage économique de la Corée du Sud repose en grande partie sur une économie d'exportation, donc par la mer. D'abord, nation "quasi-insulaire", ses échanges commerciaux sont maritimes à 99 %. Leur volume est équivalent au PIB. La Corée du Sud dépend également de la mer pour ses approvisionnements énergétiques. Pas moins des deux tiers de son pétrole transitent ainsi par le détroit de Malacca. Ses routes maritimes sont donc pour la Corée du Sud de véritables artères vitales. Ensuite, le pays dispose d'importantes ressources halieutiques. L'avancée rapide des technologies *offshore* accélère l'exploitation de ses ressources maritimes (biotechnologie, énergie "bleue", aquaculture). Enfin, sa position géographique, au cœur de l'Asie, et ses atouts majeurs en termes d'équipements et de connectivité permettent à la Corée du Sud de se positionner en véritable hub du transport asiatique.

1.1 La force de ses infrastructures en fait une puissance de commerce maritime

Le pays du Matin Calme a su faire de la maîtrise de ses espaces maritimes le premier de ses atouts. Busan, au sud du pays, est ainsi l'un des ténors mondiaux des ports à conteneurs. C'est le 5^e mondial en 2011. Il offre une ouverture à l'international de premier ordre.

² Christian Buchet, « *Cap sur l'avenir!* », p.83



Source: 2011 Port of Busan container statistics

D'autres ports coréens se spécialisent sur les flux intra-Asie (Incheon). Les industries coréennes se situent à proximité des infrastructures portuaires (Gwangyang pour l'aciérie). Infrastructures portuaires et industries sont d'ailleurs connectées par un réseau ferré qui permet d'excellentes interactions entre ces pôles économiques.

Si l'Europe était le premier constructeur naval au monde jusque 1970, le Japon puis la Corée l'ont successivement devancée. Malgré la concurrence chinoise sur les navires bas de gamme, la Corée du Sud est aujourd'hui le second bâtisseur de navires au monde, avec 29% de la production mondiale. Elle se concentre sur des navires de haute qualité et à forte marge ajoutée (plates-formes de forage en haute mer, méthaniers...). Le chantier naval de Hyundai Heavy Industries à Ulsan est le plus grand du monde. Sur ses quatre kilomètres de quais, il bâtit parfois simultanément une quinzaine de bâtiments dépassant les trois cent mètres de long (gaziers, pétroliers, porte-conteneurs géants...). Ces



cathédrales d'acier sont assemblées à un rythme effréné. Les chantiers navals coréens sont si efficaces qu'un nouveau bâtiment à 80 millions de dollars peut être achevé tous les quatre jours.

L'industrie de défense bénéficie de ces installations et de ce savoir-faire. Des passerelles en direction du marché militaire ont en effet été établies. Après la production de navires civils, le segment naval militaire devient l'un des principaux récipiendaires des investissements coréens.

Depuis 1953, les États-Unis sont le principal fournisseur de technologie et d'équipement militaire de Séoul. Vu le degré de coopération de ces deux armées, il est vital pour la Corée du Sud et les États-Unis de maintenir une interopérabilité au plus haut niveau. Cette exigence a renforcé l'alliance entre les deux pays.³ Mais au début des années 1980, la naissante industrie de défense sud-coréenne se développe grâce aux accords de coopération entre petites structures coréennes et grandes entreprises américaines. C'est ainsi que les constructeurs d'armes coréens acquièrent leur savoir-faire. Par la suite, l'État-major de la marine coréenne se fournit de plus en plus auprès de constructeurs locaux, s'assurant un meilleur rapport qualité-prix et permettant surtout à l'industrie de défense coréenne de se développer. Cette décision est entérinée par le Livre Blanc de la défense Sud-Coréenne de 1999, puis en 2005 par le *Defense Reform Plan 2020*. Aujourd'hui, 80 % du matériel de l'armée coréenne est produit localement.

Désormais, les industries de défense coréennes sont naturellement tournées vers la très haute technologie. En effet, la Corée du Sud se dote d'une excellente base industrielle et technologique de défense, ambition qui se traduit par la mobilisation de ses capacités de recherche. Le budget R&D de l'armée coréenne s'élève ainsi à 1,5 milliards de dollars annuels, soit 6% du budget de défense total.⁴ Il est géré par l'ADD, *Agency for Defense Development*, une agence pour laquelle travaillent plusieurs milliers d'ingénieurs et de scientifiques ainsi que les plus prestigieuses universités et groupes de réflexion de l'archipel.

L'industrie de défense coréenne repose sur les conglomérats coréens (*chaebol*). On connaît Samsung, Hyundai et LG. Mais sait-on assez que la filiale Rotem de Hyundai construit des tanks ? Hyundai Heavy Industries bâtit des sous-marins, Samsung Techwin se spécialise en systèmes d'artillerie, et LIG Nex 1, une filiale de LG, développe des missiles. Ces conglomérats coopèrent parfois pour répondre à une demande en particulier. Korea Aerospace Industries appartient ainsi conjointement à Samsung, Hyundai et Doosan. L'entreprise se charge de la construction des avions militaires, que ce soit pour la Corée du Sud ou pour l'export.

1.2 Un positionnement intéressant sur le marché de l'armement

Ces très grandes entreprises, extrêmement compétitives, disposent de moyens colossaux et ont accès à une technologie haut de gamme. Certaines sont devenues des acteurs importants, sinon majeurs, du marché mondial de l'armement. Forte de ces atouts, non seulement la Corée du Sud conçoit, développe et produit la majeure partie de ses équipements, mais sa stratégie est résolument tournée

³ Aujourd'hui encore, l'armée coréenne se fournit largement auprès des États-Unis (chasseurs F-15 *Eagle*, hélicoptères SH-60 *Blackhawk*).

⁴ Chung-in Moon and Jae-Ok Paek, "Defense Innovation and Industrialization in South Korea: Assessments, Institutional Arrangements, and Comparative Implications," Policy Brief No. 14, September 2010, p. 23

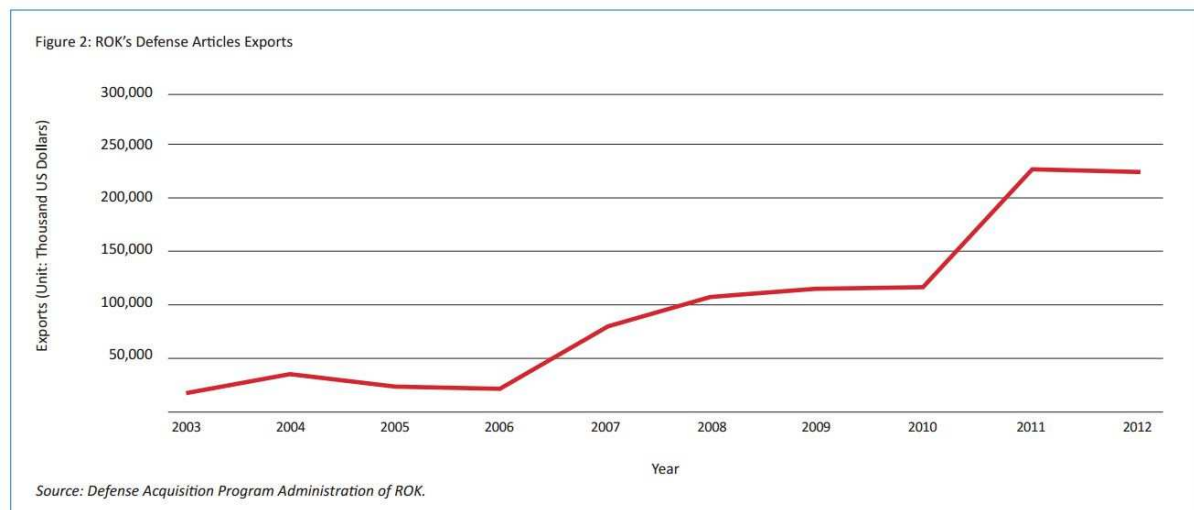


vers l'exportation, à l'instar de ses autres activités de construction navale. Depuis une décennie, elle est donc un exportateur de matériels militaires reconnu, surtout vers les pays en développement.

Quoique de bonne qualité, les équipements coréens sont généralement bien moins onéreux que leurs équivalents américains, plus perfectionnés mais hors de prix. De plus, la Corée du Sud a une politique moins restrictive en termes de transfert de technologie que Washington. Enfin, d'un point de vue diplomatique, acheter des armes à la Corée du Sud permet de ne pas trop froisser ni la Chine, ni les États-Unis. Séoul en tire un parti certain.

Ces effets contribuent à expliquer que les exportations d'armes annuelles de Séoul ont régulièrement crû. Elles représentent 2,4 milliards de dollars en 2011, 3 milliards deux années plus tard. Ce chiffre devrait atteindre quatre milliards en 2020.⁵ Le graphique ci-dessous illustre cette remarquable évolution.

Exportations d'armes Sud-Coréennes



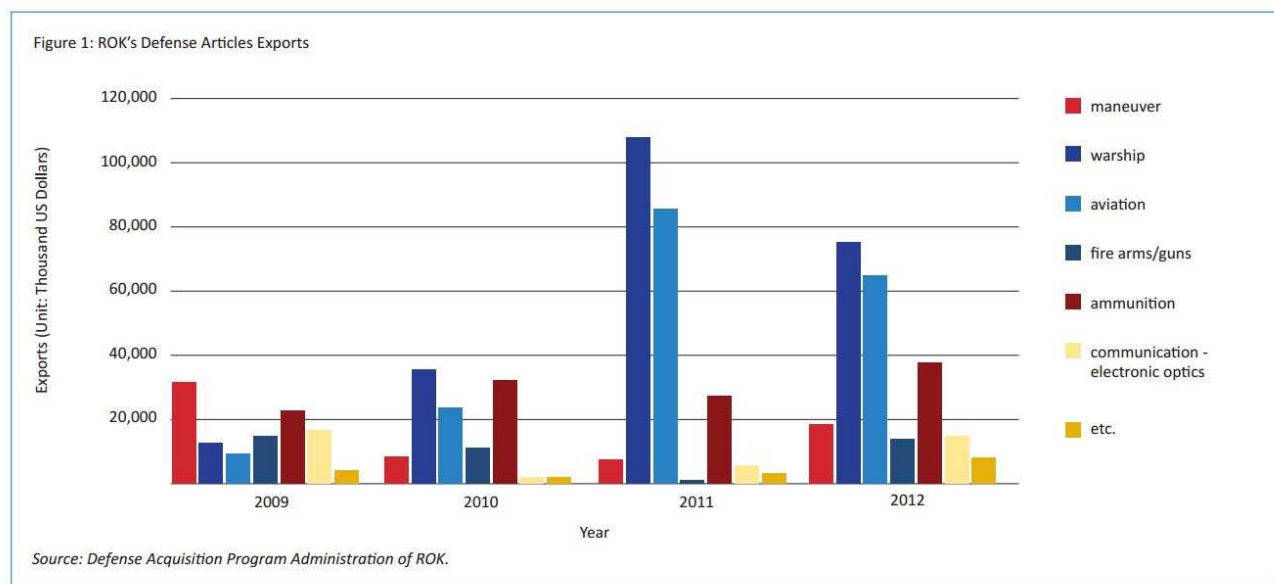
Graphique réalisé par Dr. Richard Weltz, *senior fellow* au Hudson Institute, Washington⁶

⁵ Cette croissance était d'ailleurs un objectif affiché de l'ex-président Lee Myung-bak, qui voyait en l'industrie de défense une « machine de croissance » ; à ces 4 milliards en exports correspondront, d'après lui, 50 000 nouveaux emplois. Jung Sung Ki, « Korea Targets Sales in Southeast Asia », Defense News, February 22, 2013

⁶ Weltz Richard, « *South Korea's Defense Industry: Increasing domestic Capabilities and Global Opportunities* », Korea Economic Institute of America, 2013



Il se complète de celui-ci, qui indique la part des différents équipements dans les exportations militaires coréennes. Ce sont ses navires de guerre et son aviation qui dominent.



La Corée du Sud reste néanmoins un acteur de faible importance par rapport aux puissances exportatrices traditionnelles. Le marché de l'armement reste dominé par des entreprises russes, américaines et européennes. De plus, elle n'exporte aucun armement en Europe.

Elle se tourne donc vers d'autres marchés. A mesure que la demande se réduit en Europe, et dans une moindre mesure aux États-Unis, ses grandes entreprises d'armements trouvent leurs débouchés en Asie. Le chantier naval coréen DSME construit actuellement trois sous-marins pour l'Indonésie, qui devraient être livrés entre 2015 et 2018. LIG New 1, la filiale de LG, négocie aussi avec l'Indonésie la vente de sa dernière technologie anti-sous-marine (torpille *Blue Shark*). La Malaisie achète chaque année entre 100 et 400 millions de dollars d'armements à la Corée du Sud. L'Inde a signé en octobre 2013 un contrat avec Kongsang Corp pour huit chasseurs de mines. Enfin, les Philippines comptent acquérir pour 650 millions de dollars de frégates coréennes.⁷

2. L'entrechoc des nationalismes

Ces ventes montrent que le marché de l'armement asiatique prend une importance grandissante. Pour preuve, l'acquisition par Singapour de sous-marins *Archer* suédois, les six *Kilo* que le Vietnam a acquis auprès de la Russie, ou encore la volonté du Japon de mettre en service deux porte-hélicoptères supplémentaires. Certes, ce phénomène n'est pas nouveau : entre 1990 et 2002, la région Asie-Pacifique acquiert pour plus de 150 milliards de dollars d'armement. Mais il s'accélère. Les dépenses

⁷ Chung in Moon and Jae Ok Paek, "Defense Innovation and Industrialization in South Korea," Study of Innovation and Technology in China, September 2010, p. 2



militaires du groupe Chine, Japon, Inde, Corée du Sud et Taïwan doublent lors de la dernière décennie.⁸ Le phénomène d'émulation régionale des marines asiatiques est donc indéniable.

2.1 L'Asie : crispations nationalistes et militarisation

Si la prolifération des navires de guerres (et surtout des sous-marins) en Asie symbolise des politiques de modernisation et d'acquisitions menées tambour battant, on ne peut pas pour autant parler de "course à l'armement". Cette formule s'applique à la compétition entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne à l'aube de la Grande Guerre. Elle ne convient pas à l'Asie actuelle. Car d'où part-on ? De forces navales peu étoffées, anciennes, dépassées. Il s'agit donc davantage ici d'un phénomène de *ratissage* des marines asiatiques. De plus, le concept de *course*, s'il a valeur heuristique, est flou car d'ordre psychologique. Dans quel but ces États s'arment-ils ? Certainement pas dans une perspective d'affrontement à très haute intensité, contrairement aux années 1910. Il s'agit pour les pays asiatiques d'afficher leur nouveau statut et de faire montre de leur puissance.

Notons que l'Asie se caractérise par une très forte interdépendance économique. 53 % du commerce asiatique a désormais lieu au sein même de l'Asie. Ce sont là plus de vingt mille milliards de dollars annuels.⁹ Cette tendance à l'intégration économique régionale conduit les tenants du libéralisme commercial à douter que la Corée du Sud utilise à court et moyen terme ses armements contre ses voisins.

Le corollaire de cette économie dynamique, cependant, c'est la propension au nationalisme et à l'irrédentisme de ces nations qui se font peu confiance. Senkaku, Dokdo, Paracels, Spratley... Les revendications micro-territoriales qui obèrent les relations entre états asiatiques occupent l'espace médiatique. *"En limitant son regard à l'évènement lui-même, l'observateur extérieur ne voit dans ces tensions sporadiques, parfois doublées de polémiques mémorielles, qu'un puzzle géopolitique baroque et énigmatique."*¹⁰ Pourtant, ces différends insulaires rendent bien compte de la configuration géostratégique mouvante de l'Asie de l'Est. Ce sont de véritables tests, qui fournissent de précieux indicateurs du réagencement des rapports de force de cette région.

Si ces tensions sporadiques mettent en lumière les nouvelles hiérarchies des puissances asiatiques, elles sont également instrumentalisées par chacun de ces pays. Lourdes de symbole, instrumentalisant les mémoires historiques, elles permettent en effet de manipuler les sentiments nationaux à des fins politiques.

Ces manœuvres politico-diplomatiques sont cependant dangereuses. Elles éloignent les États asiatiques les uns des autres. Ces nations sont d'autant plus divisées que les tentatives de regroupements régionaux n'ont pas porté leurs fruits. Les institutions régionales ne manquent pourtant pas ! Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), sommet de l'Asie orientale, Organisation de coopération de Shanghai, Coopération économique pour l'Asie Pacifique... La région frappe par la multiplicité de ses organisations intergouvernementales, de taille modeste, sans toutefois qu'aucune ne rassemble tous les États Est-asiatiques ni ne parvienne à dominer les autres. L'appartenance à

⁸ Center for Strategic and International Studies, 2012

⁹ Comme le rappellent les experts Robert Manning et Evan Feigenbaum pour Foreign Policy. http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/10/30/a_tale_of_two_asias

¹⁰ Karoline Postel-Vinay, *Les conflits nationalistes en Asie orientale*, CERI 2012



géométrie variable des états asiatiques à ce vaste éventail de pôles, qui d'ailleurs se chevauchent partiellement, n'empêche donc en rien les frictions.

Malgré leurs efforts pour constituer une identité pan-asiatique et renforcer leur "poids collectif", l'intégration économique des états Est-asiatiques n'a donc pas suffi à jeter les bases d'une stratégie sécuritaire collective et coopérative. Au contraire, le nouveau centre économique du monde apparaît divisé et instable.

2.2 La Corée du Nord, priorité sécuritaire

La Corée du Sud, comme ses voisins, développe ses capacités de défense pour s'adapter à ce contexte troublé. Mais sa montée en puissance militaire s'est faite avant tout pour faire face à la Corée du Nord.

Les exercices militaires annuels américano-coréens sont le rappel régulier que la menace que représente Pyongyang est prise au sérieux. La marine coréenne moderne se développe depuis son origine en 1948 autour de l'idée qu'il faut être prêt à combattre les forces du Nord et, tout aussi important, être à leur égard une force de dissuasion. Bien que les effets de manche de l'autocrate de Pyongyang prêtent parfois à sourire, ils sont souvent pris au sérieux par les stratèges concernés. Pour preuve, d'abord, les nombreux exercices militaires conjoints au large des côtes coréennes. En effet, chaque année, les forces navales américaines et coréennes font montre de leurs muscles. Depuis 2008, la manœuvre combinée *Key Resolve* réunit ainsi annuellement pas moins de 10 000 soldats sud-coréens et 5 200 militaires américains.¹¹ Pyongyang justifie d'ailleurs de nombreuses provocations de sa part comme une réaction légitime aux manœuvres interarmées conjointes. Ensuite, la Corée du Sud dispose de forces amphibies prêtes à intervenir en cas d'effondrement de son voisin, bien que cet horizon semble lointain. Enfin, Pyongyang reste le danger invoqué pour justifier le service militaire. Le *leitmotiv* de la sécurité nationale constitue ainsi un puissant vecteur de rassemblement. Cela est d'autant plus vrai depuis qu'à la *Sunshine Policy* (1998-2003) a succédé une politique de pression quand les conservateurs de Lee Myung-bak ont pris le pouvoir. Par conséquent, si ses rodomontades nuisent à sa crédibilité, la Corée du Nord reste toutefois une priorité sécuritaire pour Séoul.

Et des deux côtés de la frontière, les incidents alimentent la rhétorique des plus belliqueux.

Ils surviennent souvent lorsque la marine Nord-coréenne s'aventure au-delà de la *Northern Limit Line* – une frontière maritime arbitrairement décidée à l'issue de la guerre par l'*United Nations Command* sous commandement américain. Celle-ci n'est pas reconnue par la Corée du Nord¹², et ne respecte pas la Convention sur le droit de la mer des Nations Unies.¹³ Elle a pourtant un impact significatif sur le commerce régional, en particulier pour Pyongyang.

¹¹ "Military exercises unlikely to lead to escalation in war risk", *Jane's*, 26/02/2014

¹² "It is a bogus line unilaterally and illegally drawn by [the UNC] in the 1950s and our side, therefore, has never recognized it." *Korean Central News Agency*, June 30, 2002

¹³ "According to the UN Convention on the Law of the Sea (UNCLOS), if North and South Korea were typical adjoining states, UNCLOS would dictate a maritime border that was equidistant from the nearest points on land (Art 15). In addition, UNCLOS calls for maritime borders that do not "cut off the territorial sea of another State from the high seas or an exclusive economic zone." (Art 7). Though the NWI would be entitled to some measure of their own territorial sea, they would likely not be allowed to cut North Korea off from its territorial waters." Terence Roehrig de l'US Naval War college, 2011



"La marine sud-coréenne prend très au sérieux la possibilité d'un nouvel affrontement en mer Jaune – le dernier, mortel, était en 2010." (The Economist, 2012)

Aujourd'hui, la façade occidentale de la péninsule coréenne constitue la zone la plus instable et dangereuse de la frontière entre les deux Corées. Selon le ministère de la Défense coréen, les bâtiments nord-coréens s'aventurent régulièrement au-delà de la *Northern Limit Line*. Ils ne regagnent leurs eaux que sous la menace des armes. Juste au sud de cette ligne maritime se trouve un collier d'îlots sud-coréens. Gardées par des fusiliers marins et des batteries d'artillerie lourde, ils sont à portée des canons du Nord. De nombreux affrontements opposent les Marines des deux Corées autour de ces îlots riches en ressources halieutiques ("guerres du Crabe").

Sans doute les exemples d'incidents ne manquent-ils pas. Le plus préoccupant intervient en mars 2010 avec le spectaculaire torpillage de la corvette *Cheonan*, qui coûte la vie à 46 sud-coréens, suivi du duel d'artillerie sur l'île de Yeonpyeong. En mars 2014, des centaines d'obus sont échangés, douloureuse piqure de rappel de la menace que représente la Corée du Nord pour une population sud-coréenne qui craint habituellement peu Pyongyang.

Malgré les exercices militaires annuels et la récurrence de fâcheux incidents frontaliers, il importe toutefois de tempérer le risque que représente la Corée du Nord. D'abord parce que la situation entre les deux Corées fut parfois bien plus tendue, sans pour autant mener à un conflit. Ainsi, en 1968, un commando nord-coréen tente d'assassiner le président sud-coréen Park dans sa propre résidence,



opération qui coûte la mort à des dizaines de gardes Coréens et quatre américains.¹⁴ Mais la guerre n'éclate pas.

On peut se demander si la Corée du Nord représente réellement une menace crédible. Disposer de l'arme atomique est une chose ; savoir et pouvoir s'en servir en est une autre. Ses programmes balistiques se développent, mais on peut douter qu'elle ait les moyens de mettre ses menaces à exécution tant ils restent peu sophistiqués. Les potentiels vecteurs de transport de ses bombes nucléaires (missiles Taepodong, fusées Unha) sont peu fiables et imprécis. Les bases de lancement de Pyongyang sont par ailleurs loin d'être inconnues, et ses préparatifs d'action militaire ne sauraient passer inaperçus.

De l'autre côté de la frontière, la Corée du Sud dispose par rapport à Pyongyang d'une grande réactivité supposée, grâce à des moyens de veille et des systèmes d'alerte performants. Dans ses eaux, et face au Nord, elle choisit la projection de puissance dans une logique dissuasive. Sa stratégie de déni d'accès repose sur une forte préparation et une volonté de ne pas se laisser surprendre.

A mesure que les forces navales de Séoul s'accroissent et gagnent en efficacité, le danger que représente Pyongyang n'apparaît-il donc pas de plus en plus relatif ? Il est vrai qu'il est difficile de réduire l'incertitude par le renseignement dans le cas d'une Corée du Nord qui cultive le culte du secret et, surtout, de l'imprévisibilité. Et *"le souvenir du déferlement des troupes nord-coréennes sur la capitale du Sud reste présent à l'esprit de la population sud-coréenne, qui comprend qu'une confrontation avec le Nord, quelles que soient les armes utilisées, serait un véritable désastre humain."*

¹⁵ Mais force est de constater que la Corée du Sud, et particulièrement sa Marine, s'adapte pour faire face à des défis plus larges.

3. L'équilibre entre défense côtière et protection hauturière d'intérêts plus large

3.1 La conceptualisation d'une « Corée globale »

Les intérêts stratégiques de la Corée du Sud se sont élargis à mesure que sa croissance économique s'emballait. Partant, Séoul cherche désormais un équilibre entre cette préoccupation historique qu'est Pyongyang et l'apparition de nouveaux dangers, de nouveaux enjeux. Cette évolution a été conceptualisée sous le terme révélateur de « Corée globale ».

*"Par 'Global Korea', nous entendons une République de Corée qui non seulement coopère activement, mais offre également des solutions pour gérer les questions communes auxquelles fait face la communauté internationale."*¹⁶ Maritimisation de l'économie oblige, une Corée du Sud "globale" devait disposer d'une marine forte. Or, dans les années 1970 et 1980, la flotte coréenne s'était certes étoffée par l'acquisition de destroyers américains, mais restait destinée à la protection des côtes du pays du Matin Calme. En 1995 débute la construction d'une marine à vocation hauturière, nécessaire à la

¹⁴ http://complex.foreignpolicy.com/posts/2013/04/15/six_times_when_tensions_on_the_korean_peninsula_were_much_worse_than_they_are_now

¹⁵ Barthélémy Courmont, L'Asie Orientale Face aux périls des nationalismes, IRIS 2006

¹⁶ Office of the President, "Global Korea : The National Security Strategy of the Republic of Korea", juin 2009.



gestion d'intérêts plus larges. Puis la récente présidence de Lee Myung-Bak (2008-2013) devient véritablement synonyme de "Corée globale". "Le 21^e siècle sera l'Age de l'Océan", déclare-t-il alors,¹⁷ avant d'engager la Corée du Sud dans une politique de grands travaux maritimes reposant sur l'expertise de ses chantiers de construction navals (Hyundai, Daewoo, Hanjin...).

3.2 Le développement accéléré d'une Marine hauturière

Entre 2002 et 2012, les dépenses militaires de la Corée du Sud augmentent de 49% et dépassent alors 31 milliards de dollars, ce qui en fait le 3^e pays d'Asie en termes de dépenses militaire.¹⁸ Certes, longtemps, son armée de Terre prédominait sur les autres composantes. Mais le contexte est désormais clairement plus favorable aux forces navales, qu'il s'agisse de sous-marins, de bâtiments de combat de surface ou de bâtiments amphibies.

Notons à cet égard la construction du second porte-hélicoptères d'assaut du type *Dokdo*, symbole de l'expansion de cette flotte vers le large, qui peut embarquer des hélicoptères comme des tanks et des véhicules d'assaut amphibies. Il pourrait bientôt servir au déplacement de troupes de l'ONU. La Corée du Sud renouvelle par ailleurs ses frégates et ses patrouilleurs lance-missiles. Le développement de la composante sous-marine est aussi remarquable, et s'accélère (construction des premiers sous-marins coréens de classe KSS-III, de plus de 3000 tonnes). Polyvalente, la composante sous-marine de la Marine coréenne fournit non seulement une précieuse capacité de défense littorale, mais renforce également les capacités de projection de puissance et de dissuasion de Séoul. C'est l'outil idéal pour une stratégie d'interdiction navale relativement étendue. Elle constitue également un appui à sa flotte mobile stratégique. Enfin, la Corée du Sud développe aussi des torpilles et des systèmes sonars et de guerre électronique.

La plus grande partie de ses équipements est récente. En voici un tableau récapitulatif.

Tableau 1. MARINE COREENNE début 2012

Tonnage total	140 000 tonnes
Classement mondial	8 ^e
Nombre de bâtiments	161
Patrouilleurs lance-missiles	9
Porte-hélicoptères <i>Dokdo</i>	1 (bientôt 2)
Sous-marins SS	12 (bientôt 18)
Sous-marins de poche SSM	11
Destroyers lance-missiles	12
Frégates FF	9
Corvettes PGG	21
Patrouilleurs PBF	77
Chasseurs de mines MH	9

Source : Flottes de combat 2012

¹⁷ Korea Herald, 19 mars 2008

¹⁸ Après la Chine et le Japon. Voir Sam Perlo-Freeman, Elisabeth Skoens, Carina Solmirano and Helen Wilandh, "Trends in World Military Expenditure, 2012," Stockholm International Peace Research Institute, April 15 2013



Si les capacités opérationnelles de la marine coréenne ont connu un développement très rapide, la transition de cette flotte vers une force de projection de puissance et de contrôle des mers ne doit cependant pas être exagérée. La marine coréenne, pour récente qu'elle est, ne s'est jamais trouvée engagée sur le théâtre de conflits de très haute intensité. Cette nuance est de taille. Quid de l'expérience des hommes, de la formation des équipages, de la réactivité de la chaîne de commandement ? Une marine moderne donc, une marine qui s'étoffe, mais une marine qui ne peut encore prétendre rivaliser avec des flottes plus expérimentées. De plus, la marine coréenne doit combler des déficiences dans les domaines de la lutte contre les mines et anti sous-marine au large de ses trois côtes.¹⁹ Le torpillage du *Cheonan* l'illustre.

3.3 Un équilibre nécessaire, mais délicat

La marine coréenne n'est pas un instrument de conquête.²⁰ Son accroissement tant qualitatif que quantitatif est bien davantage le signal que son développement économique conduit à un élargissement de ses intérêts stratégiques, et dote Séoul de bien plus d'outils pour défendre ces intérêts.

Pour résumer, Séoul cherche toujours à trouver un délicat équilibre la dissuasion de Pyongyang et le développement d'une flotte hauturière, entre la défense de son littoral et la projection de sa puissance, bref, entre ses côtes et le large. Cette idée d'équilibre est réellement au cœur de la pensée navale coréenne.

Quand, pour projeter sa puissance, elle se dote de porte-hélicoptères et de destroyers, elle bâtit également des nouvelles frégates destinées à défendre son littoral.

Quand le nouveau plan de défense, après l'attaque du *Cheonan*, redonne la priorité à la défense littorale, dans le même temps et à l'instar de ses voisins, Séoul doit étendre progressivement les responsabilités de sa marine. Elle se voit et se verra de plus en plus chargée de la gestion de catastrophes naturelles et humanitaires, de l'évacuation de ressortissants, de la lutte contre la piraterie.

C'est dans ce contexte que la Corée du Sud cherche sa place. C'est une puissance économique entourée de partenaires stratégiques qui sont autant de rivaux dont elle se méfie. Elle est constamment menacée par un voisin du Nord autocratique et belliqueux, dans le verbe sinon dans les faits. Elle doit mener sa barque en eaux troubles, et ne joue pas encore dans la région le rôle diplomatique majeur que son décollage économique semble lui promettre. Mais pour combien de temps encore ?

4. La Marine coréenne, levier diplomatique

La Corée du Sud ne développe pas sa Marine uniquement pour des raisons de sécurité, mais aussi pour donner du poids à sa diplomatie. Une marine puissante est un symbole de puissance. En Asie, du fait de la maritimisation, c'est peut être encore plus qu'ailleurs un levier diplomatique de premier plan.

¹⁹ <https://www.usnwc.edu/getattachment/c54ee0a4-987f-4a66-800e-ef88de9381d1/The-Emerging-Republic-of-Korea-Navy--A-Japanese-Pe>

²⁰ C'est d'ailleurs en grande partie parce que nul ne prête à la Corée du Sud des ambitions de conquête qu'elle est un partenaire accepté, apprécié même, du développement économique et sécuritaire à l'échelle mondiale.



L'accroissement des forces navales de la Corée du Sud donne du poids à sa diplomatie, qui s'articule autour de quatre grands axes. La Corée du Sud cherche à participer aux opérations de maintien de la paix ; à s'émanciper de la Chine ; à concurrencer le Japon ; et à se démarquer des États-Unis tout en préservant leur alliance.

4.1 La projection de puissance de la marine coréenne se fait en deux volets : lutte contre la piraterie et opérations de maintien de la paix

« La Chine et les États-Unis ne sont pas réellement prêts à accorder une présence plus importante de la Corée du Sud dans son environnement régional. Même sur le dossier épineux nord-coréen, où la Corée du Sud reste le principal acteur concerné, les jeux de négociations et de dialogues restent entre les mains américaines et chinoises. Dès lors, la Corée du Sud n'a pas vraiment d'autre choix que de sortir de son contexte régional pour accroître sa présence et améliorer son image. »²¹ Comment ? Avant tout en participant à de grandes opérations internationales, telles que les opérations de lutte contre la piraterie et de maintien de la paix.

Désormais nation moderne, démocratique et engagée, la Corée du Sud a pour la première fois de son histoire la capacité de projeter son influence loin de la péninsule. Elle dit avoir désormais de réelles responsabilités internationales, et devoir activement contribuer à la résolution de défis globaux comme la piraterie. Le Parlement coréen donne ainsi en mars 2009 le feu vert au premier déploiement de la Marine coréenne à l'étranger dans le cadre de la *Combined Task Force 151* dans le golfe d'Aden, zone où 29 % du commerce du pays transite. Pour un coût relativement réduit (33 millions de dollars, soit le millième du budget de la Marine coréenne), cette participation à la lutte contre la piraterie a pour la Corée du Sud des retombées positives : économiques, de statut et de prestige, et en expérience opérationnelle, tant en termes de conduite d'opérations que de coopération avec des forces navales étrangères.

Outre la lutte contre la piraterie, les multiples opérations de maintien de la paix auxquelles Séoul a pris part sont un deuxième exemple tangible de projection de sa puissance. Depuis son premier bataillon d'ingénieurs envoyé en Somalie en 1993 (opération *Evergreen*), Séoul a déployé environ 11 000 hommes dans 17 pays. Elle reste active dans 15 opérations aujourd'hui, dont 8 sous mandat onusien.

CURRENT ROK UN PKO ACTIVITIES (AS OF SEPTEMBER 2013)

Location (start year)	Operation	Troops
Haiti (2004)	MINUSTAH	2
Lebanon (1978)	UNIFIL	321
Western Sahara (1991)	MINURSO	4
Liberia (2003)	UNMIL	2
Kashmir (1949)	UNMOGIP	7
Darfur (2007)	UNAMID	2
Ivory Coast (2004)	UNOCI	2
Southern Sudan (2011)	UNMISS	275

TOTAL: 615

Source: UN Peacekeeping²²

²¹ Géraldine Frébutte, « La Corée entre l'allié américain et le partenaire chinois », UCL 2012

²² http://www.un.org/en/peacekeeping/contributors/2013/aug13_3.pdf



Si la Corée du Sud n'est que le 33^{ème} contributeur en termes de personnel aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, il faut savoir qu'elle en est le 12^{ème} participant en termes financiers.²³ Surtout, la Corée du Sud participe à des opérations sous leadership américain dans plus de vingt zones à risques. Elle envoie des troupes pour épauler Washington dans la formation des forces de sécurité irakiennes et afghanes, et faciliter le retrait de l'armée américaine du pays. Ce sont là les contributions les plus évidentes – mais aussi les plus politiquement délicates – de la Corée du Sud aux coalitions internationales. C'est aussi un signe évident de la force de son alliance avec les États-Unis.

Outre les opérations de lutte contre la piraterie et de maintien de la paix, c'est également par son rôle dans l'aide internationale que la diplomatie coréenne soulève l'intérêt. Les Coréens se sentent en effet tributaires de l'aide qu'ils ont reçus de la communauté internationale.²⁴ L'idée d'une dette morale à payer s'enracine dans certains esprits. En 2010, la Corée du Sud est l'un des plus importants contributeurs d'aide à Haïti (13 millions de dollars) et sa Marine intervient (unité *Danbi*). Cette opération eut un impact positif dans la perception qu'ont les Coréens du rôle de sa Marine. Elle présage d'un rôle accru pour les forces coréennes, y compris navales, mobilisées dans le cadre d'opérations de maintien de la paix et de gestion de catastrophes naturelles et humanitaires. C'est désormais l'une des missions affichées de la Marine coréenne.

Cette nouvelle doctrine de responsabilité, mise en œuvre par une *"soft diplomacy"*, permet de bâtir la réputation de Séoul en tant qu'élément stabilisateur plutôt que force belligérante.

4.2 Se protéger de l'écrasante influence de la Chine

Séoul se démarque ainsi de la Chine. Si les deux nations sont des partenaires économiques de premier plan, Séoul se méfie d'une Chine qui *"pourrait vouloir restaurer une prétendue primauté pluriséculaire, étendre son influence dans tous les recoins de l'Asie qui furent liés à l'Empire, et nier les identités nationales de ses voisins"*.²⁵ De fait, la Corée du Sud cherche à s'éloigner et se protéger de l'influence écrasante de la Chine, tuteur traditionnel dont elle s'émancipe progressivement après en avoir adopté les croyances bouddhiques et l'éthique confucéenne.

Si la coopération économique entre les deux pays s'accroît régulièrement depuis l'établissement de relations diplomatiques en 1992,²⁶ trois points d'achoppement nuisent aux relations des deux États : des Zones Economiques Exclusives (ZEE) qui se chevauchent, la pêche illégale et la dispute au sujet de l'atoll leodo/Suyan.

Le premier des points d'achoppement entre Séoul et Pékin concerne leur Zones Économiques Exclusives. Après avoir ratifié les accords de Montego Bay de 1982, la Chine et la Corée du Sud revendiquent les 200 miles nautiques de ZEE prévus par la loi internationale, mais leurs revendications

²³ Ibid.

²⁴ « Now, the Republic of Korea wants to give back to the international community even more than what it has ever received ». Lee Myung-bak, 2011

²⁵ Pierre Grosser, *"L'Asie du Nord Est face à la montée en puissance de la Chine"*, l'IRSEM 2012

²⁶ Le volume du commerce entre la Chine et la Corée du Sud maintient un taux de croissance en moyenne d'environ 25% depuis 1992. Les échanges culturels, notamment ceux dans l'éducation, ont aussi connu une expansion stable. Fin 2007, le nombre d'étudiants sud-Coréens en Chine a atteint 64.000, en faisant le plus grand groupe parmi les étudiants étrangers en Chine. <http://french.peopledaily.com.cn/International/6486319.html>



se chevauchent. Or, Séoul comme Pékin refusent de tracer une frontière maritime équidistante de leurs côtes. Les deux gouvernements ont pris part à pas moins de 16 rencontres bilatérales au sujet de leurs ZEE, sans parvenir à se mettre d'accord.

Deuxième point d'achoppement, le problème de la pêche illégale est directement lié à ce contentieux territorial. La croissance exponentielle du besoin en ressources halieutiques de l'Empire du Milieu, et concomitamment la pollution de ses côtes, conduit à un épuisement de ses eaux naguère poissonneuses. Les pêcheurs chinois doivent donc s'aventurer de plus en plus au large, allant parfois jusqu'à pêcher illégalement dans les ZEE d'autres États, en particulier celle de Séoul. Entre 2006 et 2011, ce sont plus de 2600 bateaux chinois et 800 pêcheurs qui sont arrêtés dans les eaux coréennes.²⁷

Enfin, l'Asie de l'Est est désormais connue pour la multiplicité de ses contentieux territoriaux, et les relations sino-coréennes ne font pas exception. Le plus important est le cas de l'atoll leodo (Suyan en chinois). En 2003, Séoul y construit un centre de recherches et provoque ainsi l'ire de la Chine, qui maintient que tant que le désaccord n'est pas réglé, la Corée ne doit pas placer de structure définitive sur ces rochers. Les tensions redoublent en novembre 2013, avec la Zone d'Identification Aérienne chinoise qui englobe l'atoll. Depuis, si la Chine montre sa détermination en déployant ses navires dans la région, le pays du Matin Calme y renforce également son appareil militaire et entend ne pas lui concéder une seule parcelle de territoire.

Lorsque Séoul se dote d'une base navale sur l'île de Jeju, c'est donc avec un œil sur les orientations stratégiques de la marine chinoise. Mais si la dispute n'est pas réglée, les tensions semblent cependant s'être apaisées. De fait, Pékin comme Séoul tentent généralement d'aplanir ces différends, malgré des opinions publiques bien plus virulentes que leurs dirigeants.²⁸

4.3 Concurrencer le Japon

Et si les relations sino-coréennes sont également obscurcies par la persistance de disputes historiques,²⁹ celles-ci apparaissent cependant relativement bénignes au vu de celles pesant sur les relations entre Séoul et Tokyo. Concurrencer le Japon, rival historique avec qui les relations diplomatiques sont au plus bas, est l'un des objectifs majeurs de la Corée du Sud.

Certes, le développement économique de la Corée du Sud s'est appuyé sur – et a ensuite encouragé – une coopération économique avec le Japon. Tokyo reste d'ailleurs le deuxième partenaire commercial de Séoul. Toutefois, la Corée du Sud reste marquée par les exactions de l'envahisseur japonais (colonisation brutale de 1905 à 1945, femmes dites « de réconfort »). Résister au Japon est une idée profondément ancrée dans l'imaginaire coréen. Pour les politiciens, agiter le chiffon rouge japonais est donc parfois un moyen aisé de remporter l'adhésion. Le révisionnisme historique japonais (manuels d'histoire, cas du sanctuaire Yasukuni) et l'épineux contentieux des îles Dokdo/Takeshima poussent la Corée du Sud à se démarquer du Japon.

²⁷ Ibid.

²⁸ La Chine prétend d'ailleurs vouloir un ordre régional harmonieux « sous le même ciel », à en croire ses leaders – qui déterrent à cet effet quelques citations de Sun Yat-sen et de Tchang Kaï-chek, soudain fort pratiques !

²⁹ Cas de l'ancien royaume de Koguryo/Gaogouli.



Un front uni entre États-Unis, Japon et Corée du Sud, s'appuyant sur leur complémentarité, apparaît pourtant nécessaire pour faire face à l'expansionnisme chinois. Un Japon puissant, doté notamment d'excellentes forces navales, est un contrepoids à l'influence chinoise. S'il est un rival, le pays du Soleil Levant est donc également un indispensable partenaire. De fait, l'accroissement des moyens militaires du Japon a été très peu critiqué par la Corée du Sud, qui voit là un rééquilibrage des rapports de force régionaux.

Malgré leur rivalité, les marines japonaises et coréennes continuent donc de coopérer et de s'entraîner conjointement sur une base régulière. En octobre dernier, le Japon et la Corée du Sud ont mené des exercices avec les États-Unis impliquant les destroyers coréens et japonais ainsi que le porte-avions nucléaire *George Washington*.

Mais cette interdépendance ne doit pas être surestimée. Malgré leurs intérêts partagés, les deux principaux alliés de Washington dans la région n'ont pas développé un réel partenariat.

Il est certain que l'État-major de la marine coréenne suit de près l'augmentation constante des forces navales japonaises et la multiplication des alliances stratégiques nippones avec l'Inde et l'Australie. Nul doute que c'est là un facteur non négligeable de la modernisation de la marine coréenne.

4.4 Se démarquer des États-Unis ?

Un autre facteur réside dans sa volonté croissante – quoiqu'elle ne doive pas être exagérée – de se démarquer des États-Unis. La relation entre les deux États évolue d'une dépendance de la Corée du Sud aux États-Unis vers un véritable partenariat.

Cette alliance contribue depuis 1945 à maintenir paix, stabilité et sécurité dans le théâtre asiatique, en particulier par rapport à Pyongyang. C'est une des alliances bilatérales les plus pérennes et les plus solides du monde contemporain. Son importance est réaffirmée depuis 1976 par les exercices militaires communs réguliers que l'on a évoqués, ainsi que par la présence de la VIIe flotte, répartie sur les bases de Yokosuka, Sasebo et Guam, qui a pour vocation la défense de la Corée du Sud, du Japon et de Taïwan en cas d'agression.

Depuis cinquante ans, l'achat d'armes américaines par Séoul a servi à renforcer l'alliance entre les deux pays. Entre 2008 et 2012, 77% des importations d'armes de Séoul proviennent encore des États-Unis.³⁰ En particulier, la Corée du Sud a acquis le système de combat *Aegis* de Lockheed Martin. Ce système – qui équipe également des destroyers japonais – est compatible avec les systèmes des navires américains. Il développe donc la capacité des forces navales coréennes et américaines à travailler de concert, c'est-à-dire leur interopérabilité et leur connectivité.

Si un haut degré de confiance existe entre les deux États, l'alliance n'est cependant pas populaire auprès de tous les Coréens du sud. Un sentiment antiaméricain s'est beaucoup développé en Corée du Sud, en particulier sous Georges W. Bush, très impopulaire à Séoul. Un accident tragique exacerbe l'anti-américanisme coréen: la mort par accident de deux fillettes sud-coréennes écrasées par un char

³⁰ D'après le *Stockholm International Peace Research Institute* cité in "Korea Becomes World's 4th Largest Arms Importer," *The Chosun Ilbo*, March 19, 2013



américain. L'incident est abondamment relayé auprès du public. L'imagerie populaire s'en empare. Des vagues de manifestations indignées éclatent à travers tout le pays.

Si ce fait-divers a pris de l'ampleur, c'est parce que les Coréens ont de plus en plus de mal à accepter ce qu'ils perçoivent comme une domination d'américains parfois arrogants et une atteinte injuste à leur souveraineté. De sociétale, l'animosité de bon nombre des sud-coréens à l'égard des États-Unis prend un tour politique. Si la Corée du Sud peut prétendre être un partenaire des États-Unis et non plus seulement leur protégée, c'est parce que sa montée en puissance bouleverse son rapport au monde. Les sud-coréens veulent une politique de défense nationale autonome. Le retrait des troupes américaines est demandé par une large frange de la population, en particulier les jeunes. En juin 2004, ce ne sont pas moins de 12 500 soldats américains qui quittent la péninsule. La Corée du Sud étant une démocratie, cette évolution de l'opinion générale est prise très au sérieux par Séoul, et partant par Washington.

Or, l'évolution de la relation américano-coréenne se fait nécessairement au sein du carcan qu'est leur alliance. Séoul cherche donc à en redéfinir les contours. En 2009, Barack Obama et le président Lee ont réaffirmé le besoin de redéfinir les contours de leur alliance, car *"il existe peu de preuves que l'alliance [américano-coréenne] a évolué pour s'adapter à la montée en puissance chinoise,"*³¹ et il apparaît que *« la structure de coopération sécuritaire existante est essentielle pour maintenir l'alliance, mais n'est pas suffisante pour rencontrer les besoins d'un partenariat politique et sécuritaire élargi ».*³² Si l'alliance américano-coréenne, entre stagnation et indécision, cherche bien un second souffle, il n'est cependant pas exclu qu'elle évolue vers un réel partenariat stratégique, plus adapté à la géopolitique mouvante de l'Asie. Cet engagement, quoiqu'encore perçu comme indispensable, évolue vers une autonomisation des forces de défense coréennes. Washington est encore un élément clef de dissuasion vis-à-vis de Pyongyang, mais Séoul demande et obtient progressivement davantage d'autonomie.

Sans aller jusqu'à dire que la Maison Blanche est devenue "inaudible" dans la région,³³ il est vrai que l'influence de Washington y est en perte de vitesse, malgré sa politique du "pivot". La signature de l'accord de libre échange en mars 2012 entre Séoul et Washington montre certes la volonté des deux nations d'accroître leur coopération. Mais c'est la Chine, et non les États-Unis, qui est désormais le premier partenaire économique des tigres asiatiques.

Corrélation ou causalité, Pékin est désormais perçu comme un partenaire tout aussi important que Washington en termes de sécurité nationale et de diplomatie.³⁴ Coïncée entre ces deux géants, la Corée du Sud joue un jeu d'équilibriste. Elle ne peut choisir l'un ou l'autre. Elle doit composer avec les deux, et cherche à garder des relations positives avec eux. Les pressions des deux États limitent fortement sa marge de manœuvre, et ce rôle de médiateur régional n'est pas si facilement accepté par les deux puissances. La *Sunshine Policy* s'inscrit totalement en opposition à la politique de Georges W. Bush et constitue le signe le plus clair du tournant qu'a pris la relation américano-coréenne. En 2006, Séoul et Washington signent un texte transférant en cas de guerre le contrôle opérationnel des troupes

³¹ Kang, David, "Between Balancing and Bandwagoning : South Korea's Response to China", in *Journal of East Asian Studies*, Vol. 9, 2009, p.19.

³² Snyder, Scott, *The US – South Korea Alliance : Meeting New Security Challenges*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2012

³³ D'après la formule du colonel Jean-Louis Dufour.

³⁴ *International Journal of Korean Studies*, Vol. IIX, No. 1



américaines basées sur la péninsule à la Corée du Sud. Il est donc clair que cette alliance est à un moment charnière de son évolution. Il importe toutefois de nuancer ce constat d'éloignement.

Au regard d'une approche de type *Realpolitik*, la Corée du Sud ne peut pas se passer de Washington. Un changement majeur de la politique américaine dans la région impacterait fortement Séoul et son positionnement géostratégique même. Malgré son autonomie grandissante en politique étrangère et une montée en puissance qui ne peut être niée, le poids des États-Unis et de la Chine reste écrasant. Par exemple, lors de la crise de 2010 – le torpillage du *Cheonan* suivi du bombardement de l'île de Yeonpyeong – ce sont bien ces deux géants qui ont calmé le jeu. Il n'y a pas si longtemps, la Corée du Sud entière s'accordait sur la nécessité d'éviter une conflagration générale. Plus aujourd'hui.

Conclusion

Quand se pose la question de l'adéquation des moyens de la Marine coréenne à ses fins politiques et militaires, les lignes se brouillent. Les avis divergent : Séoul en ferait trop, ou trop peu. Dans tous les cas, le conditionnel, naturellement, s'impose.

Séoul en ferait trop, disent certains, par rapport au danger très relatif que représente son belliqueux voisin du nord, écho aujourd'hui anachronique de la Guerre Froide. Mieux vaudrait dédier les fonds à la consolidation des assises économiques et industrielles du pays, à la réduction des inégalités, que de verser dans la gabegie militaire sous prétexte d'une menace fantôme.

Séoul en fait trop peu, pour d'autres qui voient les foyers de tensions se multiplier dans le théâtre asiatique, malgré les complémentarités économiques. La Chine, une puissance à ménager, inquiète. Au sein de cette Asie dont les équilibres se cherchent, le pouvoir militaire est plus nécessaire que jamais. Dans une zone riche de rivalités ayant fait naître une multiplicité d'affrontements au cours des 150 dernières années, la réaffirmation des revendications territoriales et l'exacerbation des nationalismes ne laissent pas d'inquiéter. La présence d'hydrocarbures offshore ajoute à ces désaccords un vernis énergétique. Une Marine forte doit aussi pouvoir défendre ces îles inhabitées, battues par les typhons, crisogènes, qui servent de test aux puissances régionales... le danger est là.

Sauf effondrement de la Corée du Nord, ou bouleversement soudain de la géopolitique de l'Asie de l'Est, cette ambiguïté est appelée à perdurer.

LES ÉDITIONS DU CESM

Centre de réflexion stratégique, le CESM diffuse cinq publications régulières sur la stratégie navale et les principaux enjeux maritimes :

Études marines :

revue semestrielle, véritable plongée au cœur du monde maritime (géopolitique, juridique, historique, économique...).

Cargo Marine :

études diverses et salées réalisées par le pôle Études et ses partenaires pour un point précis sur des sujets navals et maritimes.

La Hune du CESM :

tour du monde bimestriel des enjeux navals et maritimes vus par la presse et le net.

Brèves marines :

chaque mois, un éclairage synthétique sur des thèmes historiques, géopolitiques et maritimes.

Les @mers du CESM :

veille maritime bihebdomadaire de la presse et du net.

Rendez-vous sur notre site internet :

cesm.marine.defense.gouv.fr

Rejoignez le CESM sur :

